

## MOOC – Les clés de la ville

### Thématique 3 - Capsule no. 5

#### Plus d'élues, moins de corruption

En matière de finances publiques comme en bien d'autres, il faut se méfier des solutions qui laissent voir le monde comme une mécanique bien rodée. Les problèmes complexes requièrent parfois des solutions simples, mais leur application ne l'est pas toujours. Le pouvoir des outils, dans ces cas, ne doit pas être surestimé. Un outil adéquat ne donne jamais mieux que ce qu'en fait son usager.

En matière de politique publique, les instruments financiers comme le budget participatif ou les approches de planification arrimées aux instances de consultation ne produisent pas d'eux-mêmes et par leur seule vertu des effets bénéfiques. L'arène municipale, pas plus que les autres, n'est le lieu de la pensée magique. Si elle reste exposée à la corruption, si cette dernière peut la dénaturer au point d'en retourner contre les citoyens qu'ils mettent pourtant à la disposition des institutions, c'est en grande partie parce que l'écart s'est creusé entre les définitions formelles et les conduites.

Pour obtenir plus de transparence dans les processus décisionnels, pour s'assurer de pouvoir compter sur des mécanismes d'arbitrage équitables, il ne suffit pas de se fier aux moyens. Il faut miser sur le débat, sur l'échange et la confrontation des points de vue concernant les finalités poursuivies. D'où l'importance pour les élus de mettre de l'avant la vision globale dans laquelle ils veulent inscrire les enjeux soumis au débat. C'est la force des modèles de concertation de pouvoir ramener les débats publics à des considérations qui s'élèvent au-dessus de la seule considération des moyens.

Mais pour que la concertation fonctionne, il est essentiel qu'elle rassemble les acteurs clés de la vie municipale. Et qui pourrait prétendre que la ville fonctionne adéquatement si elle tient à l'écart la moitié de ses gens? La présence et la participation des femmes aux instances politiques font une différence majeure. Et c'est un fait. Pas seulement une affirmation de principe ou une revendication idéologique.

Une très vaste étude, conduite dans 125 pays vient d'en faire une démonstration inédite. Plus il y a d'élues moins il y a de corruption! Utilisant un arsenal méthodologique très sophistiquée, l'étude, parue dans le *Journal of Economic Behavior and Organization*, établit qu'il y a un lien fort entre la présence et la participation des femmes aux instances politiques et la baisse du niveau de corruption. Les pays où les femmes politiques sont les plus nombreuses occupent un meilleur classement sur l'échelle de Transparency International.

L'étude montre, en outre, que les programmes favorisant l'accès des femmes aux instances par des quotas, par exemple, donnent des résultats à long terme. Au fur et à mesure qu'elles prennent de l'expérience, les femmes adoptent des positions qui s'éloignent de celles des hommes. Cela ne tient pas à quelque différence de nature, les

femmes ne sont pas naturellement immunisées contre la corruption. L'étude montre que c'est leur rapport à la politique qui a des effets d'assainissement.

Elles ont tendance à privilégier des priorités dans des domaines – l'éducation et la santé – où la corruption a moins de prise. Plus longue est la période où comme catégorie sociale elles participent aux instances, autant le déclin de la corruption est important. Est-ce que cela restera vrai sur la longue durée? Personne ne peut prédire l'avenir. Ce que l'étude montre, c'est que c'est présentement le cas.

Devant l'incertitude du futur, il y a cependant lieu de se montrer optimiste, car il y a encore place pour beaucoup d'amélioration. L'étude établit qu'il n'y a que 24% des députés nationaux qui sont des femmes. Dans beaucoup de villes cette proportion est plus élevée. Voilà un signe de plus que la gestion municipale est porteuse d'avenir.